

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :  
1637 TM — 597 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

CONDITIONS DE PAIEMENT DE LA MAJORATION  
POUR ASSISTANCE D'UNE TIERCE PERSONNE  
PREVUE EN FAVEUR DE CERTAINS TITULAIRES  
DE PENSIONS CIVILES D'INVALIDITE

DOCUMENTS A ANNOTER

Circulaire n° 1901 du 27 juin 1957, I, B, page 459 (*Bulletin des Services du Trésor*  
n° 49 G de 1957) ;

Instruction n° 58-193 - B 3 du 18 octobre 1958 (chapitre I, section III, remarque II) ;

Instruction n° 65-10 - B 3 du 2 février 1965, paragraphes 65 et 66.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

PGS	TPG	DOM	RF	P	PAA	PGM
PGT	PSA	TOM	CLV	PY	PGA	TGE

DIFFUSION  
P  
21

- 1 Les instructions concernant les *pensions civiles d'invalidité* (1) prescrivent que la majoration pour assistance d'une tierce personne dont ces pensions peuvent être assorties doit, en cas d'hospitalisation du pensionné, faire l'objet d'une suspension de paiement déterminée proportionnellement au nombre de jours d'hospitalisation du bénéficiaire.

Cette règle tenait compte des dispositions applicables en la matière aux pensionnés du régime général des assurances sociales, auquel se référait l'article L. 43 (texte initial) du Code des pensions civiles et militaires de retraite en vigueur avant le 1<sup>er</sup> décembre 1964 (2). Elle n'est plus adaptée au texte de cet article depuis sa modification par l'article 5 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962, ni à celui de l'article L. 30 du Code des pensions civiles et militaires de retraite en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1964 (3).

- 2 D'autre part, les dispositions adoptées pour régler la situation des pensionnés de guerre bénéficiaires de la majoration pour assistance d'une tierce personne prévue par l'article L. 18 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ont pour effet (4) de maintenir cette majoration au profit des pensionnés de guerre hospitalisés à leurs frais, ou dont les frais d'hospitalisation sont pris en charge par la Sécurité sociale, ou qui bénéficient de l'aide sociale.

- 3 Il est apparu opportun, dans ces conditions, de traiter désormais sur un pied d'égalité tous les pensionnés hospitalisés qu'ils soient tributaires du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, ou du Code des pensions civiles et militaires de retraite.

- 4 En conséquence, la majoration pour assistance constante d'une tierce personne attribuée en application des articles L. 43 (modifié ou non) du Code des pensions civiles et militaires de retraite, en vigueur avant le 1<sup>er</sup> décembre 1964, ou L. 30 du Code, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1964, doit être maintenue au profit des fonctionnaires retraités pour invalidité :

- a) Hospitalisés ou internés à leurs frais ;
- b) Dont les frais d'hospitalisation ou d'internement sont pris en charge par le régime de sécurité sociale ;
- c) Dont les frais d'hospitalisation ou d'hébergement sont couverts par l'aide sociale, sous réserve de la participation prévue aux articles 142 et suivants du Code de la famille et de l'aide sociale.

- 5 En revanche, le paiement de la majoration doit être suspendu pour tous retraités, également titulaires d'une pension militaire d'invalidité, qui sont hospitalisés ou internés au titre des articles L. 18, L. 117 ou L. 124 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, ainsi que pour les retraités admis à l'Institution nationale des invalides dans les conditions prévues par le décret n° 57-524 du 17 avril 1957 (5).

- 6 La même solution doit être retenue à l'égard des retraités incarcérés pour purger une condamnation à une peine correctionnelle.

---

(1) Circulaire n° 1901 du 27 juin 1957 insérée au *Bulletin des Services du Trésor* n° 49 G de 1957 et paragraphes 65 et 66 de l'instruction n° 65-10-B 3 du 2 février 1965.  
(2) Code annexé au décret n° 51-590 du 23 mai 1951.  
(3) Code annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964.  
(4) Cf. instruction n° 66-29-B 3 du 11 mars 1966.  
(5) *Journal officiel* du 24 avril 1957, page 4270.



- 7 Enfin, en application, notamment, de l'article R. 43 du Code des pensions civiles et militaires de retraite (1) et des dispositions prises antérieurement pour fixer les conditions de paiement de la majoration pour assistance d'une tierce personne allouée aux titulaires de pensions civiles d'invalidité (2), la majoration pour assistance d'une tierce personne servie au titre d'une pension civile d'invalidité n'est pas cumulable avec toute autre prestation ayant le même objet, et doit, en conséquence, être suspendue pour le montant de la majoration de même nature qui est allouée, notamment, aux titulaires de pensions militaires d'invalidité, bénéficiaires des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 18 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

\*  
\* \*

- 8 Les dispositions de la présente instruction sont applicables immédiatement. Les Comptables supérieurs assignataires de pensions civiles d'invalidité assorties de la majoration pour assistance d'une tierce personne pourront en faire application aux situations dont ils ont déjà été saisis et qu'ils n'ont pas pu régulariser.
- 9 Pour permettre le contrôle des droits des bénéficiaires, le règlement trimestriel des arrérages de pensions civiles d'invalidité assorties de la majoration pour assistance d'une tierce personne doit être subordonné à la production par l'intéressé d'une déclaration conforme au modèle figurant en annexe à la présente instruction (3).
- 10 Dans l'hypothèse où cette déclaration est affirmative, le Comptable payeur surseoit au paiement de la pension et transmet *le jour même* au Comptable supérieur assignataire la déclaration souscrite, accompagnée de la fiche mobile A. Celui-ci détermine le montant de la somme à payer à l'échéance considérée, après suspension de la majoration pour assistance d'une tierce personne dont la pension est assortie, et prend toutes dispositions pour remettre la pension en paiement et recouvrer, s'il y a lieu, le trop-perçu constaté.
- 11 Dans le cas contraire, la déclaration souscrite est transmise au Comptable supérieur assignataire lors du versement des acquits de pension, dans lequel se trouve comprise la quittance de paiement de la pension ayant donné lieu à déclaration.

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

*Le Sous-Directeur,*  
P. PÉPIN.

---

(1) Décret n° 66-809 du 28 octobre 1966, publié au *Journal officiel* du 3 novembre 1966.  
(2) Cf. chapitre I<sup>er</sup>, section III, remarque II de l'instruction n° 58-193 - B 3 du 18 octobre 1958.  
(3) Etant donné le faible nombre de pensions civiles d'invalidité qui sont assorties de la majoration pour assistance d'une tierce personne, il n'a pas paru nécessaire de faire figurer cet imprimé à la nomenclature des registres et des imprimés utilisés par les Comptables du Trésor. Les Comptables supérieurs assignataires devront donc en assurer le tirage à l'aide des moyens de duplication à leur disposition et en approvisionner les Comptables de leur circonscription qui assurent le paiement des pensions concernées.

**DECLARATION CONCERNANT**

**M. ...., titulaire de la pension civile**  
**d'invalidité n° ..... assortie de la majoration pour**  
**assistance d'une tierce personne.**

---

Depuis la date d'échéance du dernier terme trimestriel payé sur la pension désignée ci-dessous, le titulaire :

**1° N'a pas bénéficié de la majoration pour assistance d'une tierce personne au**  
**titre d'une autre pension (1)**

**ou**

**a bénéficié de cette majoration au titre de la pension ..... (nature**  
**et numéro) servie par ..... (organisme payeur)**  
**pour un montant annuel de ..... F (1) ;**

**2° N'a pas été interné ou hospitalisé au titre des articles L. 18, L. 117 ou L. 124**  
**du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ou n'a**  
**pas séjourné comme pensionnaire à l'Institution nationale des invalides (1)**

**ou**

**a été interné ou hospitalisé au titre de ces dispositions ou a été pensionnaire**  
**à l'Institution nationale des invalides durant la période du ..... à**  
**au ..... à ..... (1).**

**Déclaration certifiée exacte :**

**A ....., le .....**

**Signature :**

---

**(1) Mentions à rayer ou à compléter.**